

JUGEMENT
N° 151/020/CACPC/TCC
du 21 OCTOBRE 2020

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2020/0666

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE LA CONCILIATION ET
DES PETITES CREANCES

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **Eric ASSOGBA et Chimène ADJALLA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : Le 15 Juillet 2020

Jugement par défaut, en matière commerciale et en dernier ressort,
prononcé le 21 octobre 2020.

Société BENIN-
EQUIPEMENTS S.A.S.U.

(Me AVLESSI)

C/

Société MAGUESTO SARL

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE:

Société BENIN-EQUIPEMENTS S.A.S.U., dont le siège social est sis à Cotonou, Akpakpa, Zone industrielle, 06 BP 663, agissant aux poursuites et diligences de son Président, la Société UNION DE PARTICIPATION ET D'INVESTISSEMENT (UPI) S.A dont le siège est sis au 3A Boulevard Prince Henri L1724 Luxembourg, représentée au Bénin par Madame Diane INNE, domiciliée au siège de ladite société, assistée de Maître Paul AVLESSI, Avocat à la Cour ;

OBJET : Paiement

D'UNE PART

DEFENDERESSE :

Société MAGUESTO SARL, dont le siège social est sis au carré n°121, Saint Michel, Cotonou, 06 BP 2662 PK3, prise en la personne de son Gérant, Monsieur Magloire ESSOU demeurant et domicilié à ses qualités au siège de ladite société ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Pour obtenir le remboursement de la somme d'un million cinq cent trente-neuf mille deux cent quarante-trois (1.539.243) FCFA dont elle réclame le paiement à la société MAGUESTO SARL à titre de solde de leurs relations d'affaires, la société BENIN EQUIPEMENTS S.A.S.U a fait pratiquer saisie conservatoire sur ses avoirs bancaires en vertu de l'ordonnance n° 0185/2020 rendue le 27 mai 2020 par le Président du tribunal de commerce de Cotonou ;

Poursuivant le recouvrement de sa créance, la société BENIN EQUIPEMENTS a, par exploit du 30 juin 2020, attiré la société MAGUESTO devant la juridiction de céans, en sollicitant sa condamnation au paiement de la somme susdite en principal, outre les intérêts de droit à compter du 24 juillet 2018, date à laquelle elle a été mise en demeure de payer ;

L'exploit introductif d'instance a été signifié à la société MAGUESTO en son siège social, mais elle n'a pas été représentée à l'instance ;

La présente décision prononcée en dernier ressort en raison de l'intérêt du litige inférieur à cinq millions (5.000.000) FCFA, est rendue par défaut;

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi ;

Que quiconque s'oblige, doit être contraint à honorer ses engagements, en cas de défaillance ;

Attendu, par ailleurs, que l'article 28 alinéa 1^{er} de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose qu'à « *défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits* » ;

Attendu qu'au soutien de ses prétentions, la société BENIN EQUIPEMENTS a produit au dossier les factures correspondant aux prestations qu'elle a fournies à la société MAGUESTO, les échanges épistolaires entre les parties au sujet de la réclamation de la créance ainsi que les actes de la procédure de saisie susmentionnée ;

Que l'examen desdites pièces atteste le bien-fondé de la réclamation de créance de la société BENIN EQUIPEMENTS que la société MAGUESTO n'a d'ailleurs point contestée ;

Qu'il échet donc de la condamner du principal et des intérêts de droit à compter de la sommation de payer du 24 juillet 2020 ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par défaut, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit la société BENIN EQUIPEMENTS S.A.S.U. en son action et déclare bien fondée sa demande en paiement ;

Condamne la société MAGUESTO SARL à payer à la société BENIN EQUIPEMENTS S.A.S.U. la somme d'un million cinq cent trente-neuf mille deux cent

quarante-trois (1.539.243) FCFA, outre les intérêts de droit à compter du 24 juillet 2018 ;

Condamne la société MAGUESTO SARL aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT